

Mémoire présenté à la

**Consultation prébudgétaire mené par
Eric Girard, ministre des Finances du Québec**

Une présentation de
Sylvia Martin-Laforge, Directrice Générale
Quebec Community Groups Network

Le 17 janvier 2023

La version prononcée fait foi

Le secteur communautaire au Québec – Un partenaire fiable

Introduction

Le Québec reconnaît depuis longtemps l'importance des organismes du secteur communautaire et leur rôle complémentaire dans la prestation des services publics de l'État à sa population.

Au Québec, les organismes communautaires jouent un rôle clé quant à l'information du public, l'aide, la prestation des services, la réduction du fossé entre l'État et son panier de services pour ceux qui en dépendent le plus. Leur rôle a été clairement énoncé lors de l'adoption en 2001 de la politique gouvernementale intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*.¹

Le secteur communautaire du Québec continue, à ce jour, d'assumer ce rôle de partenaire gouvernemental fiable et digne de confiance, même face aux défis croissants dus à cette période d'incertitude économique.

Les sections A à C de ce mémoire traitent des besoins de financement des organismes du secteur communautaire du Québec, et plus particulièrement des besoins des organismes qui offrent des services et des programmes aux Québécois d'expression anglaise. Le Québec Community Groups Network (QCGN) a depuis longtemps le mandat de recueillir, de colliger et d'articuler les besoins de la communauté d'expression anglaise du Québec, et le travail que nous avons effectué dans ce dossier au cours des dernières années a considérablement éclairé ces sections de notre mémoire. Pour plus de contexte sur les besoins de financement spécifiques de la communauté, nous vous encourageons à consulter les documents suivants :

- [Travaillons ensemble pour une communauté plus dynamique : Le Plan 2022-2027 de développement communautaire pour le Québec d'expression anglaise](#)
- [Rapport sur les priorités de la communauté d'expression anglaise du Québec pour la Stratégie des langues officielles 2023-2028](#), qui a été soumis au ministre fédéral des langues officielles le 30 septembre 2022.

A. Besoins persistants du secteur communautaire au Québec

Malgré l'importance accordée par le gouvernement au secteur communautaire, les organismes communautaires demeurent largement sous-financés et continuent à éprouver des difficultés à fournir des services essentiels.

¹ [Action communautaire > SACAIS > MTESS \(gouv.qc.ca\)](#)

Le *Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM)* estime que le budget provincial de 2022 n'a accordé que 6,5 pour cent du financement supplémentaire, dont a besoin le secteur communautaire de Montréal pour maintenir ses activités de base.²

Ces dernières années, le besoin d'accroître le financement de base versé aux groupes communautaires est particulièrement évident face à la transition bien documentée du financement « de base » au financement « de projets », où les frais généraux minimes admissibles ont laissé de nombreuses organisations sans suffisamment de ressources pour mener à bien leur mission en raison de l'augmentation des coûts opérationnels et salariaux.

Compte tenu des futurs défis économiques, ce n'est pas le moment de faire relâche. Bien au contraire, les organismes du secteur communautaire ont besoin d'un appui supplémentaire pour répondre à la demande croissante de services et de soutien qu'ils fournissent.

1. Le QCGN soutient que le financement du secteur communautaire devrait être augmenté pour répondre à la demande croissante de ses services.

B. Équité en matière de financement pour les groupes communautaires desservant les Québécois et Québécoises d'expression anglaise

Selon une estimation fournie par le Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise (ci-après dénommé le *Secrétariat*), les organismes d'aide aux Québécois d'expression anglaise reçoivent aussi peu que trois pour cent du financement accordé par le gouvernement du Québec au secteur communautaire.³ Cette estimation était fondée sur les chiffres alors en vigueur concernant l'investissement total dans le secteur communautaire, soit 1,1 milliard de dollars.

Dès l'année budgétaire 2022, le montant total de l'investissement dans le secteur communautaire a considérablement augmenté. Il est donc probable que la part du financement accordée aux organismes communautaires au service de la communauté d'expression anglaise ait, par conséquent, encore plus diminué. Le QCGN croit que la part du financement allouée à la communauté d'expression anglaise ne devrait pas être inférieure à celle que reçoit l'ensemble de la population du Québec, c'est-à-dire 15 pour cent, selon le plus récent recensement fédéral.

La communauté d'expression anglaise dépend du financement provincial étant donné que bon nombre de ses problèmes les plus urgents relèvent des domaines de compétence provinciale. De plus, la communauté ayant toujours compté sur le financement fédéral par le biais des programmes de langues officielles est systématiquement sous-financée par ce niveau de gouvernement.⁴

² [Le budget provincial 2022 manque de considération envers le communautaire - RIOCM](#)

³ QCGN, 2020. « Vision, vitalité et viabilité : Rapport sur la tournée de consultation du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise. »

⁴ <https://qcgnc.ca/community-development-plan-2022-2027/#toggle-id-5> (en anglais)

Le QCGN et l'Association d'études canadiennes ont récemment demandé à la firme Léger de mener un sondage auprès de quelque 600 Québécois âgés de 18 ans et plus. Réalisée du 1^{er} au 4 novembre 2022, cette enquête a révélé un fort consensus entre les Québécois d'expression française et ceux d'expression anglaise sur la question du financement équitable des groupes communautaires. Deux tiers des Québécois d'expression française (65 %) et 80 % des Québécois d'expression anglaise s'entendent pour dire que lorsque le gouvernement finance des projets communautaires, il va de soi que la communauté d'expression anglaise reçoit un financement qui reflète sa taille au sein de la population du Québec.

2. *Le QCGN soutient que le financement des groupes communautaires d'expression anglaise devrait être augmenté pour refléter la proportion de la communauté anglophone au sein de la population du Québec.*

C. Soutien financier aux groupes communautaires desservant les Québécoises et Québécois d'expression anglaise

Les membres et les intervenants du QCGN font état depuis longtemps des difficultés qu'exerce la dynamique actuelle sur leurs organismes. Plusieurs d'entre eux sont confrontés à des obstacles systémiques pour accéder au financement dans des secteurs clés d'activité tels que la santé et les services sociaux, l'emploi et l'éducation, et ce, en raison de leur statut d'organismes généralistes offrant un large éventail de services. Ils sont donc incapables de répondre aux critères d'obtention de fonds réservés aux organismes qui se spécialisent dans ces services. Mais souvent, dans de nombreuses régions du Québec, les organismes spécialisés ne peuvent pas fournir des services en anglais, ce qui oblige les organismes d'expression anglaise à fournir des services dans des secteurs, incluant la santé et l'emploi.⁵

Voilà pourquoi le QCGN demande depuis longtemps au Québec de jouer un rôle de bailleur de fonds plus important auprès des communautés d'expression anglaise du Québec.

3. *Le QCGN soutient qu'il importe de fournir le soutien nécessaire aux organismes communautaires desservant les Québécoises et Québécois d'expression anglaise pour qu'ils puissent accéder au financement provenant de toutes les enveloppes provinciales pertinentes, et non seulement à celles du Secrétariat.*

D. Le Secrétariat aux relations avec les Québécoises et Québécois d'expression anglaise

En 2017, nous avons accueilli favorablement la création du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise et celle de son programme de financement aux organismes

⁵ <https://qcgnc.ca/wp-content/uploads/2021/04/04.28.2021-Summary-Report-Dec-1-Facing-Common-Challenges.pdf> (en anglais)

communautaires. Ces initiatives ont donné un coup de pouce bien nécessaire à notre secteur communautaire.

Malheureusement, le Secrétariat n'est toujours pas une institution permanente du gouvernement du Québec et, par conséquent, il manque de ressources adéquates pour répondre aux besoins à long terme de la communauté d'expression anglaise.

4. Le QCGN soutient que le gouvernement du Québec devrait faire du Secrétariat une entité gouvernementale permanente par le biais d'un amendement à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

Nous aimerions également qu'en plus de continuer à renforcer son programme de financement des groupes communautaires, un Secrétariat permanent aux Relations avec les Québécois d'expression anglaise puisse disposer des moyens nécessaires pour remplir son mandat tout aussi essentiel, qui est de faciliter un dialogue politique plus soutenu et plus efficace entre la communauté d'expression anglaise du Québec et tous les ministères et organismes du gouvernement provincial.

Des ressources suffisantes doivent être mises à la disposition du Secrétariat pour lui permettre de traiter les questions politiques importantes qui touchent les anglophones. C'est un point que le QCGN a défendu par le passé et qui est également apparu comme un thème important dans le rapport 2020 sur le processus de consultation du Secrétariat.⁶

5. Le QCGN soutient que le budget de fonctionnement du Secrétariat devrait être augmenté pour lui permettre de mieux faciliter le dialogue au sujet des politiques entre la communauté d'expression anglaise et tous les ministères et organismes concernés du gouvernement du Québec.

Bien que le Secrétariat ait comblé certaines lacunes en matière de financement en rendant les fonds provinciaux accessibles aux organismes généralistes d'expression anglaise, le fait que nous ne puissions accéder aux enveloppes provinciales les plus importantes limite en fin de compte le développement de notre communauté.

6. Le QCGN soutient que le programme de financement du Secrétariat devrait être renforcé et augmenté pour mieux répondre aux besoins croissants de la communauté d'expression anglaise.

⁶ <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/org/srqa/divers/rap-consultation-2019-construireDesPonts.pdf>

E. Coopération intergouvernementale en matière de services dans la langue de la minorité

De plus, la province reçoit des fonds du gouvernement fédéral pour les services offerts aux communautés de langue officielle en situation minoritaire. Le QCGN a préconisé à plusieurs reprises d'augmenter la taille et la portée de l'accord de ***Collaboration intergouvernementale en matière de services dans la langue de la minorité***, ce que le Québec a toujours refusé.⁷ Dans ce contexte difficile, le Québec doit revoir sa position.

7. Le QCGN soutient que le Québec devrait agir de concert avec le gouvernement fédéral pour augmenter la taille et la portée de l'accord de Coopération intergouvernementale en matière de services dans la langue de la minorité.

F. Impacts du projet de loi 96 sur l'économie du Québec

Alors que se poursuit le redressement économique au Québec dans le sillage de la pandémie de COVID-19, la communauté d'expression anglaise partage l'espoir de tous les Québécois d'assister au retour à une croissance et une prospérité à long terme.

Toutefois, la récente promulgation du projet de loi 96 (*Loi sur la langue officielle et commune au Québec, le français*) a suscité de sérieuses inquiétudes au sein de notre communauté, et même au-delà, quant aux impacts potentiels du projet de loi sur l'économie du Québec et sur sa réputation internationale comme un endroit où il fait bon vivre et faire des affaires.

Le 12 décembre, lors d'un événement organisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), le ministre Eric Girard a profité de l'occasion pour s'adresser directement aux Québécois d'expression anglaise. Le ministre a cherché à rassurer la communauté sur les implications du projet de loi 96, affirmant que « rien n'avait changé » en ce qui concerne la communauté à la suite de la promulgation du projet de loi. Même si nous accueillons favorablement les tentatives du ministre de rassurer la communauté, certaines préoccupations importantes demeurent sans réponse.

Pour mieux comprendre ces préoccupations et la façon dont le projet de loi 96 est perçu par les leaders et les principaux intervenants de la communauté d'expression anglaise, le QCGN a entrepris une consultation au moyen d'un sondage distribué entre le 7 décembre 2022 et le 10 janvier 2023. On avait invité à y participer les membres du conseil d'administration et de la direction des organismes membres du QCGN ainsi que les membres des comités et les membres de nos Tables ronde sur la vitalité communautaire.

Les résultats de cette consultation dressent le portrait d'une communauté profondément préoccupée par le potentiel de croissance économique future du Québec. Par exemple, une majorité (87%) d'intervenants de la communauté d'expression anglaise estime que l'adoption du

⁷ <https://qcgnc.ca/wp-content/uploads/2022/10/Report-on-the-priorities-of-Quebecs-English-speaking-community.pdf> (en anglais)

projet de loi 96 aura des répercussions négatives sur l'économie du Québec. D'après ce qu'ils ont vu, lu ou entendu, 83 pour cent pensent que la Loi 96 aura un impact négatif sur la réputation internationale du Québec. Les nouveaux arrivants au Québec sont également considérés comme étant à risque : 86 pour cent craignent que la Loi 96 ait aussi un impact négatif sur ce groupe.

Inutile d'expliquer en détail pourquoi de telles opinions défavorables auront inévitablement des conséquences sur l'avenir des investissements directs en provenance de l'étranger. Si le Québec acquiert une réputation internationale défavorable fondée sur la perception que son paysage commercial est prohibitif ou que ses systèmes de santé et d'éducation sont difficiles d'accès, les entreprises et les personnes qui les dirigent seront moins susceptibles de vouloir s'établir ici et de contribuer ainsi à l'économie du Québec.

Ces préoccupations font écho à celles exprimées récemment par Guy LeBlanc, président-directeur général d'*Investissement Québec*. Le 8 décembre 2022, lors d'une conversation avec son homologue Michel Leblanc de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), M. LeBlanc a cité le cas d'une société étrangère qui envisageait sérieusement de se retirer du Québec à cause de la Loi 96 et de ses implications. Selon le *Journal de Montréal*, M. LeBlanc s'était alors demandé s'il n'était pas nécessaire d'assouplir certains aspects de la Loi 96.

La décision récente du gouvernement de suspendre le Programme des entrepreneurs du Québec et le Programme des travailleurs autonomes du Québec pour les immigrants n'ayant pas à la base une connaissance du français est d'ailleurs un signe inquiétant que le Québec envoie à la communauté internationale dans un climat compétitif pour le talent et l'investissement.

La création de conditions propices à une économie forte est l'une des nombreuses valeurs qui unissent les communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire et majoritaire au Québec. Bien que les données sur le chômage du recensement de 2021 ne soient pas encore publiées, les chiffres de 2016 indiquent que le chômage est de deux points de pourcentage plus élevés chez les Québécois d'expression anglaise que chez ceux d'expression française (8,9 % contre 6,9 %).⁸ Compte tenu de cet écart, la création d'emplois demeure particulièrement importante pour la communauté d'expression anglaise du Québec.

Lorsqu'on leur a demandé quels étaient les secteurs d'investissement particulièrement urgents pour la communauté d'expression anglaise du Québec, les intervenants ont regroupé quatre domaines où les besoins se font le plus sentir : les soins de santé et les services sociaux, l'éducation, les arts, culture et patrimoine, et les personnes âgées.

Une économie québécoise forte se traduit par une augmentation des revenus du gouvernement, ce qui lui permet d'investir davantage dans les services publics et dans le secteur communautaire. Ces deux sphères d'activité jouent un rôle complémentaire essentiel dans la prestation de services publics.

⁸ JPocock Research Consulting, Résultats du recensement du Canada de 2016, Statistique Canada. Population dans les ménages privés – Données échantillon (25%). Le concept linguistique est la première langue officielle parlée avec réponses multiples réparties également entre le français et l'anglais.

- 8. *Le QCGN soutient qu'un dialogue réel et constructif devrait rapidement s'établir entre la communauté d'expression anglaise du Québec et le ministre Girard pour examiner les impacts de la Loi 96, ses effets sur la réputation du Québec ainsi que les conséquences potentiellement néfastes pour le milieu des affaires, les investissements étrangers et l'économie.***

En dernier lieu, nous croyons qu'il est nécessaire de tenir des consultations officielles sur les règlements d'application du projet de loi 96. Le ministre Girard a récemment déclaré que, selon lui, le principal problème du projet de loi 96 est la façon dont son gouvernement a communiqué la législation aux communautés. Par conséquent, nous croyons que les audiences parlementaires fourniront au ministre une occasion importante de mieux comprendre les impacts économiques et autres du projet de loi 96 sur la vitalité de la communauté anglophone et du Québec dans son ensemble.

- 9. *Le QCGN soumet que le gouvernement du Québec devrait tenir des audiences parlementaires formelles sur les règlements relatifs à la mise en œuvre du projet de loi 96, Loi sur la langue officielle et commune au Québec, le français***

Conclusion

Le Quebec Community Groups Network est honoré d'avoir été invité à participer au processus de consultation prébudgétaire 2023. Dans le présent document, il tente d'exposer certaines de ses principales préoccupations.

Monsieur le ministre, votre nomination au poste de ministre responsable des Relations avec la communauté d'expression anglaise du Québec a constitué une première étape importante dans le rétablissement des relations entre le Québec et notre communauté ainsi que dans la résolution des problèmes décrits dans ces pages. Le QCGN a salué publiquement votre nomination. Nous entrevoyons avec un vif d'intérêt une première rencontre afin d'entamer avec vous un dialogue nécessaire et constructif qui s'impose depuis fort longtemps.

Le QCGN forme un pont important entre le gouvernement du Québec et sa communauté d'expression anglaise. Principal rassembleur de la communauté, le QCGN est également un centre d'expertise fondé sur des données probantes en matière de politique et une voix essentielle chaque fois que le gouvernement du Québec juge nécessaire de consulter la communauté anglophone, qu'il s'agisse d'une commission parlementaire chargée d'étudier une loi ou de cet exercice prébudgétaire. Plus important encore, nous agissons toujours en tant que Québécois et dans l'intérêt du Québec. C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous entendons poursuivre notre mission, c'est-à-dire contribuer à la réussite et à la prospérité futures de cette belle province, où il fait bon vivre.

Au nom du QCGN, de nos membres et des Québécois d'expression anglaise, je vous remercie, Monsieur le ministre, de nous avoir donné l'occasion d'être ici aujourd'hui. Nous attendons avec intérêt vos questions.

Brief to the

Pre-Budget Consultation
Chaired by Finance Minister Eric Girard

Presentation by
Sylvia Martin-Laforge, Director General
Quebec Community Groups Network

January 17, 2023

Check against delivery

The Quebec Community Sector – A reliable partner

Introduction

Quebec has long recognized the importance of community sector organizations in complementing the state's public service offer for the benefit of its population.

Community organizations in Quebec play a key role in informing, assisting, delivering, and bridging the gaps between the State, its basket of services, and those who rely on these the most. This fact was laid out clearly in the 2001 *Government Policy on Community Action: A crucial contribution to the exercise of citizenship and the social development of Quebec*.¹

The Quebec community sector, to this day, continues to assume this role as a trusted and reliable government partner, even in the face of the increasing challenges brought upon by these uncertain economic times.

Sections A to C of this brief address the funding needs of Quebec's community sector organizations, and more specifically the needs of those organizations which provide services and programs to English-speaking Quebecers. The Quebec Community Groups Network (QCGN) has long held a mandate to collect, collate, and articulate the needs of Quebec's English-speaking community, and the work that we have done on this file in recent years has informed these sections of our brief significantly. For more context around the specific funding needs of the community, we encourage you to review the following documents:

- [Working Together for a More Vital Community: The 2022-2027 Community Development Plan for English-speaking Quebec](#)
- [Report on the Priorities of Quebec's English-speaking Community for the 2023-2028 Official Languages Strategy](#), which was submitted to the Federal Minister of Official Languages on Sept. 30, 2022.

A. Ongoing needs of Quebec's community sector

Despite the importance ascribed by the government to the community sector, community organizations remain significantly underfunded and continue to struggle to provide essential services.

The *Regroupement intersectorielle des organismes communautaires de Montréal (RIOCM)* estimates that the 2022 provincial budget only granted 6.5 per cent of the additional funding needed by Montreal's community sector to sustain its core operations.²

¹ [Community action > SACAIS > MTESS \(gouv.qc.ca\)](#)

² [Le budget provincial 2022 manque de considération envers le communautaire - RIOCM](#)

The need for increased core funding for community groups is especially pronounced in recent years in the face of the well-documented shift from “core” to “project” funding, where minimal allowable overhead has left many organizations ill-equipped to carry out their missions in the face of rising operational and salary costs.

With the economic challenges ahead, this is no time to let up. On the contrary, community sector organizations require additional support to meet increasing demand for the services and support they provide.

- 1. *The QCGN submits that community sector funding should be increased to meet the increasing demand for community services.***

B. Funding equity for community groups serving English-speaking Quebecers

According to an estimate provided by the Secretariat for Relations with English-speaking Quebecers (hereinafter *The Secretariat*), organizations serving English-speaking Quebecers receive as little as three per cent of the funding provided by the Government of Quebec to the community sector.³ This estimate was based on then-current figures for total investment in the community sector totaling \$1.1 billion.

As of budget 2022, the figure for total investment in the community sector has significantly increased. It is therefore likely that the share of funding to community organizations serving the English-speaking community may have, consequently, even further decreased. The QCGN believes that the share of funding allocated to the English-speaking community should be no less than our community’s share of the total population of Quebec, i.e., 15 per cent, as of the most recent federal census.

The English-speaking community depends on provincial funding, given that many of our most pressing challenges fall under provincial areas of competence. Moreover, while the community has historically relied on federal funding through Official Languages programming, we are systematically under-funded at that level of government as well.⁴

The QCGN and the Association for Canadian Studies recently commissioned Léger to field a survey to some 600 Quebecers aged 18 and over. The survey, fielded November 1-4, 2022, found strong consensus between French- and English-speaking Quebecers on the issue of equitable funding for community groups. Two thirds of French-speaking Quebecers (65%) and 80 per cent of English-speaking Quebecers agree that when government funding for community projects is available, it is only fair that the English-speaking community should receive funding that reflects its size within the population of Quebec.

³ QCGN, 2020. “Vision, Vitalité et Viabilité: Rapport sur la tournée de consultation du Secrétariat aux relations avec les Québécois d’expression anglaise.

⁴ <https://qcgnc.ca/community-development-plan-2022-2027/#toggle-id-5>

- 2. *The QCGN submits that funding for community groups serving English-speaking Quebecers should be increased to reflect the size of the English-speaking community's proportion of Quebec's population.***

C. Funding support for community groups serving English-speaking Quebecers

Our members and stakeholders have long expressed to the QCGN the strain that the current dynamic places on their organizations. Many organizations face systemic barriers in accessing funding in key sectors of activity, such as health and social services, employment, and education, due to their status as generalist organizations which provide a broad range of services. As a result, they are unable to meet the criteria for funds reserved for organizations that specialize in these services. However, in many regions of Quebec, these specialist organizations are often unable to provide services in English, requiring English-speaking organizations to provide services in sectors including health and employment.⁵

For these reasons, the QCGN has long advocated that Quebec play a stronger role as a funder for Quebec's English-speaking communities.

- 3. *The QCGN submits that the necessary support be provided to community organizations serving English-speaking Quebecers in accessing funding from all pertinent provincial envelopes, without such being limited to the Secretariat.***

D. The Secretariat for Relations with English-speaking Quebecers

In 2017, we were pleased with the creation of the Secretariat for Relations with English-speaking Quebecers, as well as its funding program for community organizations. These initiatives gave a much-needed boost to our community sector.

Unfortunately, the Secretariat is still not a permanent institution of the Quebec government and is, consequently, insufficiently equipped to address the long term needs of the English-speaking community.

- 4. *The QCGN submits that the Government of Quebec should legislatively constitute the Secretariat into a permanent government entity by means of an amendment to the Act Respecting the Ministère du Conseil exécutif.***

It is our hope that, in addition to continuing to strengthen its funding program for community groups, that a permanent Secretariat for Relations with English-speaking Quebecers would also have the means necessary to fulfill its equally essential mandate to facilitate a more sustained and impactful policy dialogue between Quebec's English-speaking Community and all ministries and agencies of the Provincial Government.

⁵ <https://qcgnc.ca/wp-content/uploads/2021/04/04.28.2021-Summary-Report-Dec-1-Facing-Common-Challenges.pdf>

The Secretariat must be provided with sufficient resources to address the significant policy issues affecting English speakers. This is something that the QCGN has advocated for in the past, and it has also emerged as an important theme in the 2020 report on the Secretariat's own consultation process.⁶

- 5. *The QCGN submits that the Secretariat's operating budget to better facilitate policy dialogue between the English-speaking community and all relevant ministries and agencies of the Government of Quebec.***

While the Secretariat has filled some gaps in funding by making provincial funds accessible to English-speaking generalist organizations, the fact that we are restricted from accessing the most important provincial envelopes ultimately limits our community's development.

- 6. *The QCGN submits that the Secretariat's funding program should be strengthened and increased to enable it to meet the growing needs of the English-speaking community.***

E. Intergovernmental cooperation on minority-language services

Furthermore, the Province receives funding from the Federal Government for services to Minority-language communities. QCGN has on several occasions advocated for an increase in the size and scope of the ***Intergovernmental Cooperation Agreement on Minority-language Services***, something Quebec has historically refused.⁷ In this difficult context, Quebec must revisit this position.

- 7. *The QCGN submits that Quebec should act alongside the Federal government to increase the size and scope of the Intergovernmental Cooperation Agreement on Minority-language Services.***

F. Bill 96 impacts on Quebec's economy

As Quebec's economy continues to rebuild in the wake of the COVID-19 pandemic, the English-speaking community shares the hopes of all Quebecers for a return to long-term growth and prosperity.

The recent enactment of Bill 96 (*An Act respecting French, the official and common language of Québec*), however, has prompted serious concerns in our community and beyond about the legislation's potential impacts on Quebec's economy and international reputation as a place to live and do business.

⁶ <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/org/srqa/divers/rap-consultation-2019-construireDesPonts-en.pdf>

⁷ <https://qcgnc.ca/wp-content/uploads/2022/10/Report-on-the-priorities-of-Quebecs-English-speaking-community.pdf>

At an event organized by the Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal (CCMM) on December 12, Minister Eric Girard took the opportunity to directly address English-speaking Quebecers. The Minister sought to reassure the community on the implications of Bill 96, saying that “nothing had changed” with regards to the community in the wake of the Bill’s enactment. While we welcome the Minister’s attempts to reassure, significant concerns remain unaddressed.

To better understand these concerns and how Bill 96 is perceived by leaders and key stakeholders within the English-speaking community, QCGN undertook a consultation by means of a survey distributed between December 7, 2022 and January 10, 2023. Board and executive leadership of QCGN members organizations, committee members, and members of our Community Vitality Roundtables were invited to participate.

The results paint a portrait of a community deeply concerned about Quebec’s potential for future economic growth. For instance, a majority (87%) of stakeholders from the English-speaking community see negative impacts for Quebec economy as a result of Bill 96. Based on what they have seen, read, or heard, 83 per cent believe that Bill 96 will negatively impact Quebec’s international reputation. Newcomers to Quebec are also seen to be at risk: 86 per cent expect Bill 96 to have a negative impact on this group.

We need not explain in much detail why such unfavourable opinions will inevitably have ramifications for the future of direct foreign investment. If Quebec develops an internationally unfavourable reputation based on perceptions of its business landscape being prohibitive, or of its health care and education systems being difficult to access, businesses and the people who drive them will be less likely to want to establish themselves here and contribute to Quebec’s economy.

These concerns echo those recently expressed by Guy LeBlanc, President and CEO of *Investissement Québec*. In conversation on December 8, 2022 with his counterpart Michel Leblanc of the Chamber of Commerce of Metropolitan Montreal (CCMM), LeBlanc cited the case of an overseas company that was seriously considering withdrawing its presence in Quebec due to Bill 96 and its implications. As reported by the *Journal de Montréal*, LeBlanc questioned whether there was a need to loosen certain aspects of Bill 96.

More recently, the government’s decision to suspend the Quebec Entrepreneur Program and the Quebec Self-Employed Program for immigrants who do not already speak French is an additional worrisome sign that Quebec is sending to the international community in these competitive times for talent and investment.

Support for a strong economy is one of many values that unite Quebec’s minority and majority language communities. While unemployment data from the 2021 census has yet to be released, figures from the 2016 data indicate that unemployment is two percentage points higher among

English-speaking Quebecers than their French-speaking neighbours (8.9% vs. 6.9%).⁸ Given this discrepancy, job creation remains of particular importance for Quebec's English-speaking community.

Asked to identify which areas were particularly urgent for Quebec to invest in the English-speaking community, stakeholders' responses clustered around four areas of need: health and social services; education; arts, culture and heritage; and seniors.

A strong Quebec economy equates to more government revenues. This, in turn, allows for more investment in public services and in the community sector, which play a key role in complementing the offer of public services.

8. The QCGN submits that a real and meaningful dialogue should promptly begin between Quebec's English-speaking community and Minister Girard to address the impacts of Bill 96, its effect on Quebec's reputation, and the potentially harmful consequences on business, foreign investment, and the economy.

Lastly, we believe that there is a need to hold formal consultations on the regulations that will implement Bill 96. Minister Girard recently said that he believes the main issue with Bill 96 is how the legislation was communicated by his government to communities. Consequently, we believe that parliamentary hearings will provide the Minister an important opportunity to better understand the economic and other impacts of Bill 96 on the vitality of the English-speaking community and Quebec as a whole.

9. The QCGN submits that the Government of Quebec should hold formal parliamentary hearings on regulations relating to the implementation of Bill 96, An Act respecting French, the official and common language of Québec.

Conclusion

The Quebec Community Groups Network is honoured to have been invited to participate in the 2023 Pre-Budget Consultation process and has endeavored to outline some key concerns in this document.

Minister Girard, your appointment of Mr. Girard as Minister responsible for Relations with Quebec's English-speaking community was indeed a significant first step in resetting Quebec's relationship with our community and resolving the issues outlined herein. The QCGN has publicly welcomed your appointment, and we continue to look forward to our first meeting with you so that we can commence the necessary and meaningful dialogue that is long overdue.

⁸ JPocock Research Consulting, 2016 Census, Statistics Canada. Population in private households - 25% sample. The linguistic concept is First Official Language Spoken with multiple responses distributed equally between English and French.

The QCGN is an important bridge between the Government of Quebec and its English-speaking community. We are an important convenor for the community, a center for evidence-based expertise on matters of policy, and an essential voice whenever the Government of Quebec deems it necessary to consult our community, whether it be a parliamentary commission studying legislation, or this very pre-budget exercise. Most importantly, we always do this work as Quebecers and in the best interest of Quebec and we look forward to continuing to contribute to the future success and prosperity of this beautiful place that we call home.

On behalf of the QCGN, our members and English-speaking Quebecers, thank you again Minister Girard for the opportunity to be here today. We look forward to your questions.